

INNOVATION > Plan d'investissements

En Lorraine, Édouard Philippe veut « réparer le pays »

Le Premier ministre a installé hier à Metz le comité de surveillance du Grand plan d'investissement destiné notamment à soutenir l'innovation technologique.

En langage « gadzarts », cela s'appelle « la vallée de la mort ». Régis Bigot responsable de la plateforme Vulcain des Arts et Métiers à Metz, en résume le sens à Édouard Philippe : « Il s'agit du cap difficile consistant à trouver un industriel pour permettre à un produit de passer du stade de la recherche à celui de l'application ». D'une formule, l'universitaire messin pose ainsi l'équation que se propose de résoudre le gouvernement grâce à son Grand Plan d'Investissement (GPI). Soit 57 Mds € injectés dans la transformation du pays. Une enveloppe destinée notamment à doper la recherche, l'innovation et le transfert de technologie.

Accompagné des ministres Bruno Le Maire (Économie) et Frédérique Vidal (Enseignement supérieur, recherche et investissement), le chef du gouvernement s'est invité hier sur le Technopole de Metz, dans l'ombre portée de Florange, pour y installer le comité de surveillance du GPI. Comité présidé par Patricia Barbizet, ancienne directrice générale d'Artémis. Accélération la reconversion de la Lorraine, la fin des hauts fourneaux a lais-



À Metz, Édouard Philippe a visité l'Institut de recherche technologique M2P. Photo Jean-Christophe VERHAEGEN/AFP

sé place, en quelques années, à une pépinière de structures innovantes étroitement imbriquées. Métafensh, Materalialia, CEA Tech ou encore l'Institut de recherche technologique M2P ont définitivement modifié le tissu économique régional. Une révolution numérique et robotique dont Édouard Philippe rappelle ce qu'elle doit au passé : « Dans l'imaginaire collectif, l'ouvrier lorrain, comme d'ailleurs le docker havrais, a incarné physiquement le travail... La Lorraine du fer est aussi une Lorraine de fer qui est loin

d'avoir dit son dernier mot ».

Face à l'exigence de transformation des friches, l'orateur martèle la détermination de l'État à « réparer le pays » en « dotant ses entreprises, ses hommes, ses femmes, des outils des compétences dont ils ont besoin pour affronter ces mutations ». Outre les 15 Mds€ dévolus à la formation, le GPI vient d'enregistrer 17 projets à l'issue d'un premier appel, dans le cadre du Fonds pour la transformation de l'action publique. La méthode calque l'esprit du PIA (Programme d'investissement d'avenir). Initié il y a 10 ans par Alain Juppé et Michel Rocard, celui-ci sera évalué cette année.

Jetant des passerelles entre industrie, recherche et enseignement, les transferts de technologie se sont accélérés. 2019 ouvrira « la phase IV » des pôles de compétitivité, sous le signe des fusions et synergies, avec accès à une enveloppe (non exclusive) de 400 M€ (2019/20). Enfin, les start-up bénéficieront d'un fonds – French Tech Seed – doté de 400 M€ et géré par BPI France. Un dispositif qui répond à la feuille de route gouvernementale ainsi résumée par Édouard Philippe : « Investir pour ne pas subir ». Lequel assure croire « à la main bien visible de l'État ». « Une main qui oriente, organise, facilite ».

Xavier BROUET